



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/ha/524

Arrêté du 18 août 2023 portant mise en demeure à la sté BOLLORE ENERGIE de respecter les dispositions applicables à son site de Riedisheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013024-0002 du 24 janvier 2013 codifiant les conditions d'aménagement et d'exploitation par la Société BOLLORE ENERGIE de l'entrepôt de produits pétroliers à RIEDISHEIM, 93 rue de la Charte et autorisant le rejet au canal du Rhône au Rhin des eaux pluviales décantées en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement ,

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,

Vu la visite de contrôle du 03 mai 2023 de l'inspection des installations classées sur site,

Vu le rapport du 17/05/2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que le jour de la visite, il a été constaté que la temporisation et la coupure sur les pompes de transferts des bacs 5 et 6 vers les bacs 1 à 4 en cas de débit nul ne sont pas mises en œuvre,

Considérant que cela constitue un non respect des prescriptions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé,

Considérant que le jour de la visite, il a été constaté que la rétention associée aux opérations de chargement/déchargement d'additifs n'est pas réalisée,

Considérant que cela constitue un non respect des prescriptions de l'article 7.6.2. de l'arrêté

préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé,

Considérant que les événements présents sur les bacs 3 et 4 sont sous dimensionnés,

Considérant que cela constitue un non respect des prescriptions de l'article 15-2 de l'arrêté Ministériel du 03 octobre 2010 susvisé,

Considérant que ce constat constitue un non respect de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 1994 sus visé,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société BOLLORE ENERGIE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 93 rue de la Charte (68400 RIEDISHEIM), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé :

« (...)

Les pompes de transfert seront équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul, à partir du 16 novembre 2015.

(...)

Article 3 : **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé :

« (...)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

(...)

une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir, (...)

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité réelle d'une cuvette est celle qui est calculée suivant ses dimensions géométriques sans tenir

compte de la présence des réservoirs implantés dans cette cuvette.

(...)

(...)»

Article 4 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 15-2 de l'arrêté Ministériel du 03 octobre 2010 susvisé :

«Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté.

Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée Se est a minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.

Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables :

- aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ;
- aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac :
- ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ;
- ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler. »

Article 5 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 18 août 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT